

Début 1994, je participe avec AC! à l'organisation des marches de chômeurs

des marches de 1994. Par la suite, j'ai participé au développement du MNCP (syndicat de chômeurs), en tant que délégué national salarié, organisé les premières marches européennes de chômeurs et participé aux mouvements de chômeurs de décembre 1997.

Début 1998, j'ai défendu la candidature de Dany Cohn-Bendit comme tête de liste aux Elections européennes. Pour nous, sa candidature symbolisait notre volonté européenne et montrait une volonté d'ouverture. A Lamoura, j'ai oeuvré au rassemblement des courants se reconnaissant dans la participation gouvernementale, cette motion a été majoritaire au congrès de Noisy-le-Grand. Aux journées d'été de Lorient et Larnas, je participe à la création du courant "Dynamiques Vertes" dont l'objectif est de réussir la rénovation interne du parti et d'actualiser ses grandes lignes programmatiques.

En 2000, tous les partis de gauche sont d'accord pour l'introduction d'une dose de proportionnelle...

J'occupe la fonction de responsable aux élections au CE à partir de 1998 et, en décembre 2000, j'organise, avec l'ensemble des formations de gauche, un colloque sur la proportionnelle aux législatives. Toutes les formations de gauche sont d'accord pour l'introduction d'une dose de proportionnelle. Mais le Premier ministre Jospin n'osera pas la mettre en oeuvre... A la présidentielle de 2002, les Verts franchissent pour la première fois à cette élection la barre des 5%.

Critique sur le résultat de la participation des Verts au gouvernement, et en désaccord avec la conduite du parti par Dominique Voynet, je participe avec le courant Ecolo! au changement de majorité du congrès de Nantes. Aux Régionales de 2004, 21 régions métropolitaines sont à gauche, avec un accroissement significatif des conseillers régionaux Verts.

Aux Européennes, le bon score des listes PS, avec le slogan "Pour une Europe sociale", confirme, après les régionales, l'importance du social pour les électeurs et préfigure le résultat du référendum du 29 mai 2005. Malgré le mode de scrutin, les Verts conservent 6 députés européens.

Suite à mon élection comme sénateur de Paris en 2004, je quitte le CE et la fonction de responsable aux élections, satisfait des résultats électoraux des Verts et du bon travail accompli avec les instances régionales et départementales ; mais avec un regret important : que les réformes dont le parti a besoin soient constamment reportées.

Etre élu sénateur ne signifie pas "retraite dorée". Je dépose et défends de nombreux amendements préparés en collaboration avec les commissions des Verts, comme récemment sur les lois agricole et logement. Si le travail parlementaire effectué trouve peu d'échos à la chambre des "élus et des territoires", il permet d'affiner, de préciser notre programme. Je peux constater aussi à quel point nos lacunes sont graves dans les domaines économique et social, entre autres.

A l'assemblée générale de Reims, avec le courant AOC, je défends une ligne d'écologie de transformation face à l'écologie

Formation

Formation universitaire

Deug de Mathématiques,
Licence de Sociologie

Formation en animation socio-culturelle

- DEFA (Diplôme d'État d'Animateur)

- DSTS (Diplôme supérieur du travail social)

Spécialisation en gestion

Formation "Contrôle de Gestion et Management des ressources humaines", à l'Institut de Gestion Sociale de Paris

"d'accompagnement" incarnée par le courant Rassembler. Je souhaite un parti uni autour d'une synthèse. La rénovation du parti est toujours aussi nécessaire. Pour autant, le succès de cette synthèse a son revers : il y a rarement eu aussi peu de

Mon travail parlementaire

en liaison avec les commissions nationales des Verts

Projets de loi :
Territoires ruraux
Transports
Energie

Eau et milieux aquatiques
Orientation agricole
Logement

débats politiques dans le parti. L'absence de débats forts aux journées d'été de Grenoble est significative du refus par beaucoup de prendre en compte ce qui s'est passé le 29 mai. Pour le référendum, malgré mon engagement européen de toujours, malgré la symbolique d'une constitution européenne, j'ai appelé à voter "Non" pour refuser le système économique libéral que nous imposait le TCE. C'est dans le prolongement de ce combat que je me présente aujourd'hui pour représenter les Verts aux prochaines élections présidentielles.

Mai 2005, au référendum du TCE, je défends un "NON européen de gauche"